



La contribution des jeunes entreprises à l'emploi et à la productivité en Belgique

Le Bureau fédéral du Plan participe à un certain nombre de projets coordonnés par l'OCDE dans lesquels, sur base des données d'entreprise, la dynamique de l'emploi et de la productivité au niveau des branches d'activité est comparée entre pays. Ces projets mettent en lumière le rôle des jeunes entreprises et la diminution structurelle de l'entrée de nouvelles entreprises. Étant donné l'importance des jeunes entreprises, cette diminution peut expliquer une partie du ralentissement du taux de croissance de la productivité dans les pays de l'OCDE.

Cette étude offre un tour d'horizon des résultats provisoires des projets de l'OCDE en mettant l'accent sur les conclusions communes aux pays participants, mais aussi sur les résultats spécifiques à la Belgique.

La comparaison des performances économiques de la Belgique avec celles de ses trois principaux voisins sur la période 2000-2014 met en lumière la relative bonne croissance de l'emploi dans notre pays avec quelque 440 300 créations nettes d'emploi, mais aussi la relative faiblesse de la croissance de la productivité. Alors que l'industrie tire son épingle du jeu, ce sont les services, en particulier les services non marchands, qui pèsent sur la croissance de la productivité dans notre pays. Les politiques actives sur le marché du travail, en particulier les mesures favorables aux travailleurs les moins qualifiés, ont donc porté leurs fruits, mais cela s'est-il fait au prix d'un ralentissement de la croissance de la productivité ? L'analyse montre que c'est en partie le cas, puisque la montée en puissance des services comme principaux pourvoyeurs d'emploi, notamment à travers le mécanisme des titres-services, explique en partie la relative faiblesse de la productivité. Mais en partie seulement, car l'analyse montre aussi que c'est le ralentissement de la croissance de la productivité au sein de chaque branche d'activité qui explique le ralentissement observé pour l'ensemble de l'économie.

Quels éclairages supplémentaires l'étude des données d'entreprise peut-elle apporter pour comprendre ces évolutions ?

- L'analyse des données au niveau des entreprises met en lumière l'hétérogénéité importante, persistante et même grandissante des performances entre les en-

treprises d'une même branche d'activité. Il convient donc de prendre en compte la distribution des variables de l'ensemble de la population et de ne pas se contenter de l'entreprise moyenne « représentative ».

- L'analyse montre la contribution positive disproportionnée des jeunes entreprises (de moins de 5 ans) à la création d'emplois. En revanche, les petites entreprises matures qui représentent la plus grande partie des entreprises ont tendance à détruire plus d'emplois qu'elles n'en créent. La croissance nette de l'emploi en Belgique est donc principalement due aux jeunes entreprises. Cette observation se vérifie tant pour les branches de l'industrie manufacturière que pour celles des services.
- Les jeunes entreprises contribuent aussi substantiellement à la croissance de la productivité au sein de chaque branche d'activité, même si cette contribution ne se matérialise que quelques années après l'entrée de ces entreprises sur le marché. Au départ, les entreprises qui entrent présentent, en effet, un niveau de productivité inférieur à la moyenne de leur branche d'activité. Mais la productivité moyenne des entrants augmente avec l'âge de ces derniers grâce à l'apprentissage organisationnel, mais aussi grâce à la sélection par le marché dans la mesure où beaucoup d'entrants ne parviennent pas à être compétitifs face aux entreprises établies et sont forcés de sortir du marché deux ou trois ans après leur entrée.
- C'est la croissance de la productivité de chaque entreprise qui est déterminant pour expliquer la croissance de la productivité de la branche d'activité dans son ensemble. Mais la réallocation des parts de marché en faveur des entreprises les plus productives intervient

aussi dans l'explication quand ce sont les entreprises matures (de plus de 10 ans d'âge) qui sont prises en considération.

- Le trade-off entre croissance de la productivité et croissance de l'emploi mis en évidence à l'aide des données sectorielles a aussi lieu au niveau des entreprises dans l'industrie manufacturière et, plus encore, dans les services marchands.
- La Belgique se positionne défavorablement par rapport aux autres pays de l'OCDE quant à son taux d'entrée de nouvelles entreprises. Ce dernier est un des plus faibles des pays de comparaison. Le taux de survie des jeunes entreprises en Belgique ne se différencie, par contre, pas de celui des autres pays et la croissance de l'emploi après l'entrée des start-ups qui survivent est relativement élevée au regard de ce qui se passe dans les autres pays.
- En Belgique comme dans les autres pays depuis le début des années 2000, le taux d'entrée et la part des jeunes entreprises dans la population ont diminué. Cette diminution était visible avant la crise et cette dernière l'a renforcée.

Quelles sont alors les politiques efficaces ?

Au vu du rôle crucial des jeunes entreprises plutôt que des petites entreprises, le ciblage du soutien public devrait porter sur les jeunes entreprises plutôt que de dépendre de la taille de l'entreprise. La réduction fiscale spécifique aux jeunes entreprises innovantes, introduite par le gouvernement fédéral belge en 2006, et le Plan Start-up initié en 2015 semblent donc être de bon-

nes pratiques. Cette réorientation présente l'avantage de minimiser le coût budgétaire du soutien et réduit la tendance à favoriser les entreprises établies au détriment des nouvelles pousses dynamiques. La politique économique ne doit pas se limiter aux mesures de soutien transactionnel (aides directes, subsides et réductions fiscales) mais aussi considérer le soutien relationnel en considérant l'écosystème entrepreneurial : entreprises, universités, parcs scientifiques, incubateurs et venture capitalistes.

Le positionnement de la Belgique dans le classement des facteurs qui semblent expliquer les différences entre pays en termes de taux d'entrée de nouvelles entreprises fait ressortir l'accès au financement comme principale barrière pour les entrants et les jeunes entreprises en Belgique. Les start-ups belges font face à des problèmes vitaux dans l'obtention du financement bancaire. Les banques motivent leur refus de prêter par le manque de garanties ou de capitaux propres des start-ups. A cause de la crise financière, les investisseurs en capital-risque sont aussi devenus plus réticents à financer l'investissement de démarrage risqué.

Le Working Paper "*Young firms and industry dynamics in Belgium*" peut être commandé, consulté et téléchargé via le site www.plan.be.

Pour plus d'informations:

Chantal Kegels, 02/507.74.30, ck@plan.be

Michel Dumont, 02/507.73.85, dm@plan.be